

## **La consultation juridique : quelques éléments de méthodologie**

Contexte : **Arrêté du 17 octobre 2016 fixant le programme et les modalités de l'examen d'accès au centre régional de formation professionnelle d'avocats**

« Les épreuves d'admissibilité comprennent :

3° Une épreuve destinée à vérifier l'aptitude à résoudre un ou plusieurs cas pratiques, d'une durée de trois heures, au choix du candidat, exprimé lors du dépôt de son dossier d'inscription, dans l'une des matières suivantes :

- droit civil ;
- droit des affaires ;
- droit social ;
- droit pénal ;
- droit administratif ;
- droit international et européen.

La note est affectée d'un coefficient 2. »

## **LE FOND**

La consultation juridique est une épreuve pratique. En effet, il s'agit de donner une réponse précise aux questions posées. On n'est pas en présence d'une dissertation, épreuve théorique dans laquelle ce qui est jugé c'est le raisonnement en soi et la démonstration. Alors que dans une consultation juridique, il s'agit bien de donner une réponse à une question.

Les qualités à mettre en œuvre dans une consultation juridique sont celles qui permettent de bien appliquer le droit. Cela nécessite de mettre en œuvre des qualités de clarté, de rigueur, de précision du raisonnement et ce qui est le plus difficile il faut donner une réponse ! Ce qui est attendu c'est une réponse claire et précise. Cela veut dire qu'on n'a pas d'avis à donner sur les règles juridiques, notamment sur la valeur et la portée des arrêts.

La consultation juridique apparaît comme l'exercice se rapprochant le plus du travail de l'avocat. L'énoncé est souvent présenté sous la forme d'une consultation : le client expose les faits et l'avocat (donc vous) doit en faire une analyse juridique pour pouvoir conseiller son client. Mais attention dans le cadre de la consultation juridique de l'examen que vous allez passer, c'est un peu différent. En effet, si l'avocat devra défendre son client même si celui-ci est en tort et ainsi devra développer des raisonnements juridiques originaux, ce qu'on attend de vous dans cet examen, c'est de donner la solution et ses fondements qui sont les plus probables selon le droit positif.

Voyons à présent les différentes étapes de ce travail :

### **1. La question posée/ les problèmes juridiques**

Avant de s'attarder sur la réponse, il est nécessaire de s'intéresser à la question.

Quelquefois les questions sont expressément formulées à la fin du cas pratique.

- Madame X peut-elle contester son licenciement ?
- Monsieur X peut-il obtenir un droit de visite et d'hébergement par rapport à sa fille ?

Quelquefois, les questions ne sont pas expressément formulées par exemple :

- Conseillez votre client.
- Analysez la situation.
- Qu'en pensez-vous ?

Exemple :

1. Droit civil, 2019

Ils vous consultent sur les moyens à faire valoir pour acquérir leur chalet. Ils profitent de vos conseils pour faire le point sur leur patrimoine immobilier, notamment en cas de dissolution de leur mariage ».

2. Droit civil 2018

Il vous consulte sur les moyens à faire valoir pour résister à cette demande.

3. Droit des affaires 2018

Il vous consulte sur les moyens qu'il peut opposer à la banque EMMA et à la SAS BÉTON.

4. Droit social 2018

Est-il possible d'envisager un licenciement pour insuffisance de résultats ?

Il faut ici bien identifier et comprendre le problème juridique que soulève la situation de fait qui ressort de l'énoncé. S'il n'y a pas de problème posé, il faut rechercher ce qui pose juridiquement problème dans le cas exposé et de le transcrire en une formule interrogative. Il faut énoncer en termes juridiques et abstraits la question posée par la consultation juridique. (Formules que vous pouvez utiliser : Le litige entre M. X et M. Y a trait à la question de...; soulève le problème de...; est relatif au problème de ...; porte sur le point de savoir si.... )

Au préalable, il faut sélectionner parmi les faits, ceux qui sont pertinents et les qualifier (les faire entrer dans une catégorie juridique)

Attention : quelquefois certains actes ont une qualification incertaine qui fera l'objet d'une discussion. (par exemple lorsque la question est de savoir quelle est la nature de la relation de couple entre deux personnes, on ne doit pas immédiatement les qualifier par exemple de concubin si l'exercice consiste à déterminer si tous les éléments du concubinage sont présents).

## 2. La réponse à donner

Cela n'est pas un rappel de cours. Il faut effectivement des connaissances mais elles doivent être reprises de manière pertinente. Il faut également rappeler que la réponse ne doit pas être floues. Elle doit être précise. Après chaque analyse des conditions, il faut conclure, c'est-à-dire apporter une réponse claire et synthétique à la question qui se formule au présent de l'indicatif. Ce qu'il ne faut pas faire :

- M. X pourra peut-être obtenir un divorce pour faute.
- Il semblerait que le licenciement puisse être annulé.

Si vous ne pouvez trancher avec certitude, il faut présenter les différentes hypothèses possibles. Attention toutefois à utiliser le pouvoir souverain des juges du fond pour ne pas donner une réponse claire !

Donc la réponse doit être complète et il ne faut pas faire de hors sujet.

Rappelons que la réponse doit être motivée et fondée. C'est l'aboutissement d'un raisonnement juridique.

### **3. Raisonnement à appliquer**

Une fois la question trouvée, il faut y répondre en construisant un raisonnement juridique.

Remarque : Un cas pratique peut soulever plusieurs problèmes de droit. Pour répondre à chaque problème de droit, il faut respecter le même raisonnement.

Le raisonnement juridique dans un cas pratique est celui du syllogisme qui comprend 3 étapes :

- **a. La majeure : énoncé de la règle de droit**
- **b. La mineure : énoncé des faits**
- **c. La solution : application de la règle de droit aux faits et conclusion**

#### **a. La majeure : énoncé de la règle de droit**

La première étape est l'énoncé du droit. Il ne faut pas recopier des articles ou des arrêts ou réciter votre cours. Ce n'est pas une question de cours. Dans une consultation juridique, l'énoncé de la règle de droit applicable est entendu comme le soutien de la solution concrète.

Il faut trouver la bonne règle de droit. Une fois le bon fondement trouvé, il faut s'intéresser à l'interprétation faite en jurisprudence.

Une erreur fréquente est d'empiler les règles de droit. Il faut plutôt les articuler de manière cohérente.

Seconde erreur fréquente : recopier les arrêts cités par le code sans en connaître la véritable teneur, tout en sachant que la jurisprudence vient en appui du raisonnement.

- **b. La mineure : énoncé des faits**

Il s'agit ici d'exposer les faits avec leur qualification juridique. S'il faut discuter de la qualification de faits, il faut résoudre cette question par la mise en œuvre d'un syllogisme.

- **c. La solution : application de la règle de droit aux faits et conclusion**

La troisième étape est la résolution du problème, par application du droit aux faits.

#### **Exemple**

Votre cliente vous raconte que sa belle-sœur l'a violemment poussée dans la rue, qu'elle est tombée et s'est cassée le fémur. Elle vous demande ce qu'elle peut faire. Voici votre réponse :

1. *Selon* l'article 1240 du Code civil, toute personne causant un préjudice par sa faute doit le réparer. Des dommages-intérêts pour les préjudices corporels sont accordées par la jurisprudence.
2. *Or (ou en l'espèce ou il ressort des faits que)* en vous poussant violemment dans la rue, le défendeur a commis une faute. En tombant, vous vous êtes cassé le fémur. Vous avez ainsi subi un préjudice corporel.
3. *Par conséquent (ou en définitive ou en conclusion)*, le défendeur doit réparer sa faute en vous versant des dommages-intérêts.

Le syllogisme doit être fait pour chaque question juridique !

## La forme

- L'introduction est utile à expliquer votre plan, c'est-à-dire les différentes questions de droit dégagées lors de la première lecture.
- Aucune conclusion n'est nécessaire, le syllogisme suffit.
- Faites apparaître votre plan, en écrivant les titres, de manière claire et directe.

Exemple

Droit civil 2018

1. Le cautionnement donné par J.

2. Les problèmes immobiliers

3. L'usufruit de Madame A.

- Faites des phrases courtes
- Orthographe-grammaire
- Ne pas perdre le correcteur en soignant vos transitions.
- Prenez soin de rendre votre écriture visible et lisible. L'utilisation d'un stylo bic sur lequel on appuie fortement rend plus complexe la lecture de votre copie !
- Gardez du temps pour la relecture

Rappel : pour répondre à une consultation, procédez en 3 étapes :

1. la lecture de l'énoncé et la qualification juridique des faits

2. l'élaboration de votre raisonnement (au brouillon)

3. la rédaction